

LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

VOL. III.

NEW-YORK, SAMEDI, 4 SEPTEMBRE 1830.

NO. 55

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

Nous continuons le détail des nouvelles d'Europe.

Quoique la lettre de notre *Correspondant Parisien* soit antérieure aux événements qui excitent si vivement notre intérêt, nous n'avons pas cru devoir la retrancher ; on aimera à connaître toutes les causes d'une si admirable révolution.

On nous pardonnera facilement d'avoir sacrifié, dans cette feuille, la littérature à la politique.

30 juillet. — Charles X et le Dauphin ont passé la revue des troupes qui se trouvaient dans les environs de St.-Cloud, tous deux se sont écriés : « La Charte pour toujours, » après quoi Charles X a annoncé qu'il avait abdiqué en faveur de son fils. Un silence expressif a succédé à cette déclaration tardive.

Lorsque le maréchal Marmont a paru devant le Dauphin, ce prince a éclaté en violents reproches, et s'est servi des expressions les plus dédaigneuses. On assure qu'il a dit au maréchal, vous nous traitez comme vous avez traité les autres. On se rappelle que lors de la première invasion, il avait promis de tenir 15 jours devant Paris, et qu'il n'y tint pas quinze heures. Le maréchal ne les a point trahis, au contraire, il a fait pointer les canons contre les citoyens.

On a remarqué que les étrangers résidant à Paris, Russes, Anglais et Allemands se sont déclarés ouvertement pour les défenseurs de la Charte. Ils leur ont fait porter des provisions et des rafraîchissements, et ont reçu chez eux les blessés. Ainsi toute l'Europe a pris quelque part, à la mémorable journée du 29 juillet.

La plus grande partie des troupes de la garde est concentrée dans le voisinage de St.-Cloud. Des postes avancés sont établis sur une hauteur, la cavalerie échelonnée vers Neuilly, et d'un autre côté elles s'étendent jusqu'à Meudon. Des moyens de résistance sont organisés pour défendre le pont de Neuilly et empêcher le passage, mais on ne paraît pas disposé à vouloir le forcer. Il semble plutôt que l'intention est de faire retraite. Les troupes refusent de revenir sur Paris. Elles déclarent ouvertement qu'elles se joindront aux citoyens si on les fait entrer dans la capitale. Les ministres se sont cachés. Ils s'accusent les uns les autres des malheurs qui viennent d'arriver.

Six heures du soir. On nous dit à l'instant que la garnison de Vincennes a fait sa soumission. Il y a dans la forteresse une quantité immense de fusils, canons, poudre et munitions de toute espèce.

Courrier Français : Paris 30 juillet. Hier 29, après le départ de la garde royale pour Paris, une partie des habitants de Versailles s'est formée en garde nationale. Elle a pris possession des barrières, et a désarmé les pages, et quelques détachements des gardes du corps et de la garde royale. La division Bordesoul s'est présentée à la porte de fer de l'avenue, demandant qu'on lui permit de revenir à Versailles reprendre ses quartiers. Mais la garde nationale qui y était postée pour la défendre a prévenu le général que les troupes ne rentreraient en ville qu'après avoir déposé les armes, comme avaient fait les autres et que s'il tentait de se frayer un passage, on lui résisterait. Le général Bordesoul a jugé prudent de ne point attaquer : il a fait bivouaquer ses troupes sur la route.

Ce matin, après des pourparlers, un arrangement a été fait, et toute la division est entrée, criant « la charte pour toujours. » Cette division est composée d'un bataillon de la garde à pied, de la gendarmerie de Paris, à pied et à cheval, d'un régiment de grenadiers à cheval, d'une compagnie d'artillerie à cheval, et d'un régiment de cuirassiers.

Sèvres, depuis le point où commence le parc de St.-Cloud jusqu'au pont, est occupé par des bataillons de la garde royale, l'artillerie, et les régiments suisses. Quatre pièces de canon sont placées sur la route, deux dans la direction de Versailles, et les deux autres vers Paris. Mais ces troupes ne forment pas en tout 2000 hommes.

Le duc d'Angoulême à cheval, ayant à ses côtés deux officiers supérieurs marchant à pied, et suivi de 7 à 8 gardes du corps a passé au milieu des troupes. Les Suisses sont les seuls qui aient crié, Vive le roi !

On a recueilli 600 blessés dans l'hôpital de Beaujon.

Pendant toute l'après-midi, des Suisses se dirigeaient isolément sur Neuilly ; ils ont jeté leurs armes, exprimant les plus vifs regrets d'avoir combattu, et déclarant qu'ils ne se battraient plus pour soutenir une cause semblable.

Hier, la cour a envoyé des troupes à Neuilly chargées d'arrêter le duc d'Orléans. Lorsqu'il a été connu que le prince en

était parti dans la nuit pour se rendre à Paris, une ordonnance royale a été rendue sur le champ, déclarant le duc hors la loi et enjoignant aux sujets du roi de courir sur lui.

SOMMAIRE. — Un troisième exprès est arrivé de Paris. On a laissé transpirer que le tyran roi a abdiqué en faveur du duc de Bordeaux ; que le duc d'Orléans a été déclaré régent, d'autres disent roi ; que Charles X et la famille royale sont partis pour Reims (Rennes), et que le prince de Polignac s'est rendu au général Lafayette. Les troupes de ligne de Lyon, Lille, le Havre et en général dans les départements, se sont prononcées pour les citoyens. Le gouvernement s'occupait avec succès du rétablissement de l'ordre, et la ville présentait l'aspect de la tranquillité quoiqu'il y régnât un grand enthousiasme. Une députation de Lille est arrivée à Paris, pour faire l'offre de cinq mille hommes si on en avait besoin. On dit qu'une députation de Lyon est en route pour offrir aussi des secours. A Marseille les habitants et la troupe se sont déclarés contre le gouvernement de Charles X, l'hymne marseillais a été chanté dans les rues, et une force a été organisée pour résister aux entreprises du tyran. Le gouvernement provisoire de Paris était à la veille d'envoyer 2,000 hommes vers Calais, et d'autres troupes seront réparties sur divers points, à l'arrivée des contingents des provinces. Un sentiment général anime le peuple français, qui ne s'est pas moins distingué par son héroïsme en recouvrant ses libertés, qu'en évitant l'anarchie, les désordres, et le pillage dans le moment même de la plus violente irritation.

Du *Messenger des Chambres*, du 31 juillet. — Charles X est à Chartres. La cour se prépare à se rendre sur la Loire et à organiser la guerre civile dans l'ancienne Vendée. Elle est accompagnée seulement par les Suisses. La garde royale, dans un état complet de découragement, de désorganisation et de désertion est restée à St.-Cloud et à Versailles avec l'artillerie.

La duchesse de Berri s'est jetée aux pieds du Roi, en lui disant que l'avenir de son fils était compromis par cette persévérance, cette obstination et le système adopté par le gouvernement. Charles X l'a fort mal reçue et l'a fait sortir de sa présence.

Charles X a quitté St.-Cloud hier, et le pavillon tri-coloire flotte sur le palais.

31 juillet au soir. — Tout est tranquille ; les portes de la ville sont ouvertes et on répare les rues qui avoient été déparées dans l'intention de porter les pierres dans les maisons afin d'en assaillir la troupe. Le Roi a fui à Nantes, accompagné du duc de Bordeaux et des autres membres de la famille. Ils ont emporté la couronne et tous les diamants. Ils ne savent s'ils doivent se rendre en Allemagne ou en Angleterre.

Hier plusieurs députés parmi lesquels se trouvaient MM. le général Gérard, comte de Lobau, Laffitte, Casimir-Périer et Mauguin, se sont rendus auprès du duc de Raguse, au milieu du feu. M. Laffitte a porté la parole et a fait au maréchal le tableau de la malheureuse position de la capitale, du sang versé de tous côtés, et il l'a rendu responsable, au nom des députés assemblés, de toutes les fatales conséquences de ces événements. Le maréchal répondit que l'honneur d'un soldat était dans l'obéissance ; et l'honneur civil, s'est écrié M. Laffitte, est de ne pas massacrer les citoyens. Quelles seraient, a ajouté le duc de Raguse, les conditions que vous proposeriez ?

— Nous pensons que l'ordre pourrait être rétabli si les ordonnances illégales du 26 juillet étaient révoquées, les ministres renvoyés et les chambres convoquées pour le 3 août. Le maréchal reprit que comme citoyen il ne désapprouvait peut-être pas la démarche et les opinions des députés, mais que comme soldat il avait ses ordres et devait les exécuter ; que si les députés le désiraient il se rendrait auprès du Roi et pourrait leur donner sa réponse ; qu'ils pourraient même avoir une conférence avec M. de Polignac qui n'était pas éloigné.

Un quart d'heure après le maréchal est revenu et a déclaré d'un air peiné que M. de Polignac avait répondu que les conditions proposées rendaient toutes conférences inutiles. Alors nous avons la guerre civile ! s'est écrié M. Laffitte. Le duc de Raguse n'a répondu que par un salut, et les députés se sont retirés.

Il est maintenant prouvé que M. de Polignac payait les incendiaires qui ont désolé la Normandie.

COMMISSION MUNICIPALE DE PARIS.

Paris 31 juillet. — Habitants de Paris ! Charles X a cessé de régner sur la France. Incapable d'oublier l'origine de son autorité, il s'était toujours considéré comme l'ennemi de notre pays et celui de ses libertés qu'il ne pouvait comprendre.

Après avoir clandestinement attaqué nos institutions par tous les moyens que la fraude et l'hyppocrisie pouvaient lui fournir, il résolut, lorsqu'il se crut assez fort pour les détruire ouvertement, de les noyer dans le sang des français.

Quelques instans ont suffi pour renverser ce gouvernement corrompu, qui n'a jamais été qu'une conspiration permanente contre la liberté et la prospérité de la France. La nation seule reste, victorieuse, parée de ses couleurs nationales qu'elle a reconquises par du sang. Elle aura enfin un gouvernement et des lois dignes d'elle.

Le reste de la proclamation est un panégyrique des habitants de Paris.

Le *Moniteur* contient quelques nouvelles des départements. Partout où les ordonnances du 25 ont été connues, le peuple a fait éclater la même indignation contre la cour, et le même enthousiasme pour la Charte et la liberté de la presse.

Les dépêches saisies à la poste et adressées aux ambassadeurs, leur ont été délivrées sans avoir été ouvertes. Sensibles à cette attention, ils ont complimé les citoyens sur leur bravoure et leur modération.

L'ordre public, le respect pour les propriétés pendant et après trois jours de combats et au milieu de l'absence de toute autorité, ont saisi d'admiration tous les étrangers ; les anglais surtout, frappés de ce qu'ils ont vu, s'écrient : ô grande nation !

Du *London Times*, 2 août.

Les rapports qui suivent, tirés d'une source particulière, sont les derniers qui nous soient parvenus de Paris :

« Mercredi, vers une heure, les attroupemens tumultueux avaient beaucoup augmenté ; on entendait des décharges continuelles de mousqueterie. La populace se rassemblait en masses épaisses, et surtout dans la rue St.-Honoré, et sur les marchés, la place Louis XV était couverte de monde ; les uns criant « à bas les Bourbons ! » « à bas les despotes ! » les autres répandant le bruit que déjà 600 personnes avaient été tuées par la mousqueterie. Sur les Boulevards, le peuple a battu les arbres, et dévota les chaussées : un malheureux anglais fut tué à la fenêtre de l'hôtel Lawson. Toutes les boutiques qui portaient les insignes de la famille royale furent attaquées. On disait que M. Casimir Perrier avait publié une proclamation dont la teneur était que l'obéissance au gouvernement n'était plus un devoir, le gouvernement étant renversé. »

« La garde nationale s'était rassemblée en force, et M. Laffitte ou le général Lamarque devaient en prendre le commandement. La perte la plus considérable du peuple fut lors de l'attaque des boutiques d'armuriers, pour se saisir des armes. Aucune des malles-postes ne put sortir de Paris, et il fallut 400 hommes pour sortir celle de Londres. Aucun passeport ne pouvait être délivré et tous les anglais qui voulaient quitter la ville et même la France, portaient sans passeports. Ceux qu'on rencontrait dans Paris étaient arrêtés par le peuple qui les forçait de crier « Vive la charte ! » Ce qui ajoutait à la consternation des anglais était de savoir que lady Stuart de Rothsay avait quitté Paris. On donnait comme certain que le préfet de Rouen avait été pendu. L'indignation était à son comble de tous côtés, et ce qui contribuait à l'exciter encore plus était la destitution, sans exception aucune, de tous les fonctionnaires qui n'avaient pas voulu se prêter à la fraude des élections. »

« Comme tout va dépendre de l'armée, notre correspondant nous donne comme certain que les gardes du corps et les suisses soutiendraient le roi : quant aux troupes de ligne, tous se tourneraient du côté du peuple ; la preuve en est que plusieurs officiers répondirent à l'ordre de faire feu ; « non : nous ne tirerons jamais sur nos compatriotes ». On disait à Paris que tous les gardes du corps, qu'on rencontrait seuls et isolés, étaient démontés et massacrés sans pitié. A chaque instant, on faisait circuler parmi le peuple les philippiques les plus violentes contre les ministres, et le roi, exhortant chaque citoyen à s'armer pour la défense de son pays, et la ruine de ses oppresseurs, les Bourbons. Le palais royal était devenu une scène de désordres. Le duc d'Orléans, en sa qualité de Bourbon, payait pour les crimes de ses parents ; la race entière était dévouée à la proscription. »

« Le roi, par sa lâche désertion, dans de telles circonstances, était devenu un objet de dérision aussi bien que d'exécration. On disait qu'il était caché dans Paris, qu'il s'était sauvé à Compiègne, etc. après avoir ordonné la destruction de la capitale. »

Les gardes du corps étaient loin de paraître dévoués ; ils semblaient appréhender toute autre chose que le succès de leur cause. De toutes les villes et villages à l'entour de Paris le peuple accourait, armés comme ils avaient pu, ne respirant que vengeance contre les Bourbons. »

Moniteur de samedi.

PARIS, 30 juillet. — Deux riches manufacturiers, députés par la ville de Rouen, sont arrivés ce matin chez M. Laffitte ; les autorités de Rouen, au nom de la population, adhèrent au

gouvernement provisoire ; les ordonnances sont considérées nulles et non avenues.

La population de Rouen n'a pas marché vers Paris, mais offre d'envoyer 40,000 hommes. Les députés ont donné des ordres pour faire stationner ce renfort en attendant une destination ultérieure.

La population de Versailles s'est levée en armes ; les troupes renfermées dans leurs casernes, ne manifestent que de bonnes intentions.

Les maires des communes aux environs de Paris ont organisé une résistance légale aux ordonnances.

Une enquête a montré que Paris avait un approvisionnement de farine pour six semaines, et qu'il n'y avait pas à craindre de disette.

Les malles poste ont été expédiées ce matin à 2 heures, sous la protection de la garde nationale. Les voitures attendaient en dehors des barrières, où les sacs aux lettres ont été portés.

Ce matin, au milieu d'une délibération des députés, une lettre remise au général Gérard lui annonça que s'il envoyait un colonel, un des régiments de la garnison de Paris se soumettrait à ses ordres ; un autre corps fit faire la même proposition ; le général Gérard en prit le commandement, les réunit et leur adressa un discours énergique, où ils les remercia d'avoir préféré leur pays et le vrai honneur au service de despotes oppresseurs.

Messenger des Chambres, Vendredi 30 juillet.

Le marquis de Pastoret, chancelier de France, M. de Semonville, grand référendaire et le comte d'Agout, pair de France, sont arrivés à l'hôtel de ville et ont annoncé que Charles X a nommé M. de Mortemart président du conseil et a déclaré qu'il accepterait un ministère de son choix.

Rien n'a transpiré sur la réponse du gouvernement provisoire.

Les prêtres et les élèves du Séminaire, réunis dans le palais archiepiscopal, eurent l'imprudence de faire feu par les fenêtres, le palais attaqué fut emporté d'assaut, mis au pillage et tous les meubles brisés furent jetés dans la rivière. Quelques uns de ces jeunes gens, qui firent résistance, en furent les victimes.

LETTRES ÉCRITES DE FRANCE,

AU RÉDACTEUR DU COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

No. LIII.

PARIS, ce 18 juillet 1830.

MONSIEUR,

Alger a capitulé le 6 juillet ; l'armée française y est entrée ; et la flotte a pris position dans la rade. C'est là une très grande nouvelle, et tout le monde ici l'a reçue avec transport. Cette conquête en effet est honorable pour nos soldats, et consolante pour l'humanité. Elle a coûté beaucoup d'argent et de sang, mais enfin elle a réussi ; grâce soit rendue à notre étoile ! Voilà ce qu'on entendait partout, le jour où le récit de nos succès est arrivé à Paris. Mais bientôt à la joie a succédé une véritable anxiété. On s'est demandé si le gouvernement ne serait pas tenté de tirer parti de cette victoire, contre notre liberté intérieure ; et presque aussitôt les bruits les plus alarmants ont couru. Les fonds qui à la Bourse avaient augmenté, ont éprouvé une forte baisse. Chacun parlait d'un coup d'état imminent : vous eussiez vu la terreur sur tous les visages. Il était question, disait-on, de casser l'élection des 221, comme outrageante pour la monarchie, comme le fruit évident de la captation. Un rapport des présidents de collège, dévoilant de prétendues fraudes, devait servir de motif à la mesure. On aurait en même temps sévi contre la presse, soit en supprimant tous les journaux constitutionnels, soit en rétablissant la censure. Puis les collèges de département, et certains collèges d'arrondissement, réunis par ordonnance, eussent nommé un simulacre de représentation nationale. Il était question aussi de cours prévotaux. En présence de pareils dangers, notre gloire d'Alger fut bientôt oubliée. Ces bruits ont duré deux jours, après quoi ils se sont calmés par degrés. On a su que le conseil n'avait pas osé : et alors des rumeurs toutes contraires ont circulé. On a parlé de ministère de coalition, semi-libéral, semi-royaliste. Puis il n'en a plus été question. Alternativement à droite et à gauche ; passant de la crainte à l'espoir, de l'orage au temps serein ; telles sont les oscillations perpétuelles qui nous agitent. Que sortira-t-il de ce chaos ? Nous sommes dans une situation toute semblable à celle du Directoire : le gouvernement n'ose ou ne sait ce qu'il veut ; les partis ne sont pas beaucoup plus sûrs de leurs projets : c'est une confusion, une anarchie, encore calme, mais qui peut devenir terrible.

Les élections des vingt-neuf départements ajournés se sont faites dans le sens le plus libéral : il ne reste plus que celles de département qui commenceront demain. D'après les calculs les plus modérés, le parti constitutionnel dans la nouvelle chambre s'élèvera à 270 membres, 50 environ de plus qu'en 1827. Ainsi point d'espoir pour le ministère. Mais se soumettra-t-il au sort qui l'attend, ou essaiera-t-il de résister ? *that is the question.* Les uns disent que le Roi ne cédera pas ; qu'il est plus irrité que jamais ; qu'il parle de nouveau de monter à cheval. Ceux-là pensent que la session n'aura pas lieu ; que M. de Bourmont, dont on annonce le prochain retour, va tout couvert des lauriers d'Alger, mettre à la raison les récalcitrants. D'autres disent que la session s'ouvrira, et qu'on ne négligera rien pour obtenir le budget : si la chambre est assez faible pour l'accorder, on aura gagné du temps, et qui vivra, *verra.* On assurait hier au soir que la réunion de l'assemblée était ajournée au 17 août ; et l'on donnait pour cause à cet

ajournement, le désir qu'a le ministère de n'ouvrir qu'en présence de M. de Bourmont qui ne pourra révenir plus tôt. Mais ce bruit que vous trouvez ce matin dans le Constitutionnel ne s'est pas soutenu ; et l'on dit maintenant que le ministère n'est plus embarrassé que sur un point, celui de savoir si la session sera précédée d'un discours du trône, ou si l'on s'en passera.

Le ministère avait espéré que le succès de l'expédition d'Alger rendrait quelque honneur à M. de Bourmont : il s'est trompé. Loin qu'on lui sache aucun gré de son triomphe, on prétend que c'est malgré lui que nous avons vaincu, qu'il n'a déployé aucune résolution, aucune capacité ; et que son impéritie a fait répandre beaucoup plus de sang qu'il n'était nécessaire. Aussi c'est en vain que l'on compterait sur l'effet de son retour.

Pour célébrer notre conquête, un grand repas fut indiqué dernièrement chez un de nos premiers restaurateurs, par les gardes-du-corps du Roi. Ce fait ne fut pas plus tôt connu que l'on en parla de tous côtés. On disait que ce serait une véritable orgie contre-révolutionnaire, une levée de bouclier contre la France et ses institutions. Les vieillards se rappelèrent le fameux festin du 1er octobre 1789, où tant d'imprudences furent commises, où la reine elle-même ne craignit pas de compromettre sa dignité, et qui contribua si puissamment aux sanglantes journées des 5 et 6 octobre. Le dîner a eu lieu mercredi dernier ; et très heureusement les appréhensions ne se sont pas réalisées. On s'est borné à boire du champagne, sans faire de la sédition. Il s'est même passé un fait qui mérite d'être mentionné. Au dessert, le président du banquet a proposé un toast : *A l'armée victorieuse d'Alger, et à son brave commandant le comte de Bourmont !* et aussitôt un des convives s'est levé, en s'écriant : *A l'armée française, oui !* et toujours ! mais à *M. de Bourmont*, jamais ! Cette sortie qui aurait pu occasionner des rixes, a été écoutée avec un silence approbateur, et le toast n'a pas été porté.

Maintenant qu'Alger est en notre pouvoir, et que tout le pays fait successivement sa soumission, on se demande partout ce que nous ferons de notre conquête ; et à cet égard l'incertitude est complète. Les journaux constitutionnels (*le Globe* excepté), ont soulevé la question de colonisation, faisant ressortir tous les avantages d'un établissement qui nous assurait, outre la jouissance d'un territoire fécond, la navigation de la Méditerranée. L'excédant de la population se porterait dans cette colonie ; nos capitaux inactifs y trouveraient de l'emploi ; on occuperait cette masse énorme d'activité qui surabonde en France, et expose sans cesse la tranquillité publique. Ce but serait national, et deviendrait populaire. Mais l'Angleterre y consentirait-elle ? C'est sur ce point que se fondent nos perplexités. Quelques journaux anglais soutiennent que le cabinet de St-James ne le permettra point : on a parlé déjà de notifications diplomatiques ; et le ministère pour détruire l'effet de ces bruits a fait dire dans le *Moniteur* que la France et l'Angleterre avaient toujours été d'accord sur le but et les conséquences de l'expédition d'Alger. Ainsi, au milieu de ces assertions et de ces dénégations, la question, toujours entière, reste plus incertaine que jamais. Peut-être y aura-t-il quelque chose de décidé, quand je vous écrirai ma prochaine lettre.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée,

LE CORRESPONDANT PARISIEN.

Nous traduisons des journaux anglais, reçus par le *George Canning*, parti de Liverpool le 25 juillet, le rapport de M. de Bourmont du 8.

A Son Exc. le président du conseil des ministres.

LE CASSABA, 8 juillet 1830.

Prince,

La prise d'Alger semblait devoir nécessairement amener la soumission de toutes les parties de la régence. Plus les soldats turcs inspiraient de craintes, plus leur prompt destruction a élevé dans l'esprit des Africains le pouvoir de nos armes. Les soldats ont été les premiers à donner l'exemple de l'obéissance. Dans chacune des barraques, il a suffi de quelques uns des nôtres pour les désarmer. Au premier ordre donné, tous se sont hâtés de venir déposer leurs fusils et leurs yacantangs au lieu indiqué. Il leur a été notifié que les pères de famille auraient la faculté de résider à Alger, mais que les personnes non mariées seraient transportées par mer dans les lieux dont elles feraient choix. Cette décision n'a produit en apparence qu'une légère impression. Un grand nombre est né dans l'Asie-Mineure, et a demandé à y retourner. Le nombre des soldats réunis dans les barraques est d'à-peu-près 2,500 ; aucun d'eux n'est marié. La plupart sont vieux et hors d'état de servir. Les plus robustes et les plus braves parmi eux, ont péri dans la dernière campagne. Les soldats mariés sont logés dans des maisons en ville. On n'en compte pas au-delà d'un millier. Le blocus des trois dernières années avait rendu leur recrutement presque impossible. De là est venue la réduction considérable des forces militaires. Le dey est venu hier me rendre visite au Cassaba. Il m'a témoigné le désir de partir pour Livourne, où il a l'intention de se fixer, et il y sera transporté à bord d'une frégate. L'amiral Duperré fait des dispositions pour que les Turcs non mariés soient embarqués presque en même temps. Les Maures et les Juifs attendent avec impatience le moment de partir. Alors seulement ils seront persuadés que leur joug est brisé pour toujours.

Le bey de Tittery a été le premier à reconnaître qu'il lui

était impossible de lutter plus long-temps avec nous. Le jour qui a suivi la prise de possession d'Alger par les troupes françaises, son fils à peine âgé de 16 ans est venu me prévenir qu'il était prêt à se soumettre, et que si j'y consentais le bey se présenterait en personne. Ce jeune envoyé a rempli sa mission avec cette simplicité qui distinguait les sages de l'antiquité. Je lui ai fait délivrer un sauf conduit pour son père, qui le jour suivant est arrivé à Alger. J'ai consenti à laisser le bey de Tittery à la tête de sa province à la condition qu'il nous payerait le même tribut dont il était redevable au dey d'Alger. Il a accédé à cette condition, et m'en a témoigné sa reconnaissance. Les habitants paraissent être convaincus que les beys d'Oran et de Constantin s'empresseront de suivre l'exemple du bey de Tittery.

La confiance commence à renaître. Beaucoup de magasins sont ouverts. Les marchés sont approvisionnés. Les prix sont plus élevés que dans les temps ordinaires, mais la rivalité fera bientôt cesser cette cherté momentanée. J'ai confié la direction de la police à M. d'Aubignose, français qui a résidé long-temps en Orient. Une commission présidée par M. Denice, intendant en chef de l'armée, a été chargée de préparer un travail sur les modifications que les derniers événements ont rendu nécessaires dans l'administration et dans la forme du gouvernement. Le général Tholozé a été nommé commandant de la place. Son caractère ferme et honorable le rend particulièrement propre à remplir ces importantes fonctions.

La ligne de communication commençant à Sidi Ferruch devient inutile, les approvisionnements pour l'armée pouvant à l'avenir arriver par le port d'Alger. Ce sera une grande économie dans les frais de transport. Sous peu de jours on s'occupera de démanteler les redoutes qui ont été élevées entre Sidi-Ferruch et le camp de l'armée assiégeante, enfin, le dépôt sera aussi abandonné aussitôt que les hôpitaux auront été évacués sur un autre point, et que les approvisionnements auront été consommés, ou embarqués.

Des ordres sont donnés pour renvoyer en France le matériel d'artillerie qui n'a point été mis à terre. Le train d'artillerie employé au siège est resté presque intact. Nous avons trouvé une quantité immense de poudre, de boulets, et en outre 2000 pièces de canon, la plupart en bronze ; la valeur de ces articles, celle du fer appartenant au gouvernement, le trésor dont le payeur général fait l'inventaire paraissent suffire au remboursement d'une grande partie des dépenses de la guerre.

Tous les prisonniers français détenus à Alger m'ont été livrés le 5 au matin, avant l'occupation de la place par nos troupes.

La chaleur a été excessive pendant quelques jours. Souvent le thermomètre de Réaumur a marqué 28 degrés. Quoique le siège n'ait duré que six jours, l'activité avec laquelle les travaux ont été conduits a occasionné de grandes fatigues aux troupes. Les dysenteries deviennent fréquentes, mais ceux qui en souffrent ne sont point atteints de manière à être forcés de quitter leurs drapeaux. A peine y a-t-il 250 fiévreux dans l'armée. Le nombre d'hommes mis hors de combat depuis le 14 juin s'élève à 2,300. 400 sont morts, 1900 blessés ont été envoyés dans les hôpitaux. Ici, comme en Egypte, ils sont promptement rétablis. La plupart des pères dont les enfants ont versé leur sang pour leur patrie et leur roi sont plus heureux que je ne le suis. Mon second fils avait reçu une blessure grave dans la bataille du 24. Lorsque j'eus l'honneur d'en informer Votre Excellence, j'espérais qu'il pourrait y survivre. Cette espérance a été frustrée. Il vient d'expirer. L'armée a perdu un vaillant soldat, et j'ai à déplorer la perte d'un excellent fils. Je prie Votre Excellence d'assurer le Roi, que malgré l'affliction domestique dont je suis frappé, je remplirai avec la même vigueur les obligations sacrées que m'impose sa confiance.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé,

Comte de BOURMONT.

On nous communique la lettre suivante écrite par un officier, sous le fort de l'Empereur, le 5 juillet :

« Depuis ma dernière lettre, nos affaires ont pris une meilleure tournure. La journée du 29 juin, impatientement attendue par nos troupes, nous a amenés jusqu'à portée de fusil du fort de l'Empereur à travers un terrain fort difficile que des troupes mieux disciplinées que celles de nos ennemis auraient défendu long-temps avec succès.

Depuis la journée du 24, aucun engagement sérieux n'avait eu lieu entre nos troupes et celles du Dey : quelques escarmouches d'avant-postes avaient seules troublé notre tranquillité. Néanmoins la facilité de l'attaque de la part de nos ennemis embusqués dans des broussailles et des rochers, le peu d'habitude que nos soldats avaient de ce genre de guerre nous causèrent des pertes assez considérables en blessés ; depuis notre débarquement, nous pouvons compter assez exactement cent blessés par jour ; quelquefois nous en eûmes peu, d'autres fois point du tout ; mais plusieurs fois aussi le nombre alla de deux à trois cents. Le 19, il alla au-delà. Le 28 juin, le 2e léger se laissa surprendre pendant qu'il nétoyait ses armes et cette imprudence lui mit plus de 80 hommes hors de combat ; quelques autres petits engagements portèrent nos pertes dans cette journée à plus de 200 blessés ; celle du 29 nous coûta beaucoup moins de monde, quoique l'affaire ait été générale.

La tranchée fut ouverte devant le fort de l'Empereur dans la nuit même du 29 au 30, à 200 toises environ du rempart. La hardiesse de cette attaque paraissait promettre un résultat prompt et favorable, mais on trouva le tuffe à moins d'un pied de profondeur, et les travaux se trouvèrent prolongés bien au-delà du temps prévu. La garde de la tranchée engagée dans les broussailles qui s'étendent jusqu'au pied du fort se battait presque à bout portant avec les Turcs sortis de la forteresse et les Bédouins détachés d'un camp qui se trouve sur le bord de la mer en avant et à droite du fort de l'Empereur, par rapport à notre position ; les engagements étaient parfois une mêlée dans laquelle nos soldats et nos travailleurs étaient assaillis par des pierres : la mitraille tombait comme la grêle, ou bien, le plus souvent, passait par-dessus nos têtes ; nos pertes auraient été fort grandes si nous avions eu affaire à des artilleurs moins maladroits que les Turcs ; mais leur habitude de tirer

presque toujours à toute volée, et sans changer la direction de leur pièce faisait que l'on se trouvait plus en sûreté sous leur feu, que dans les lieux où l'on se croyait hors d'atteinte. La lenteur de nos travaux et l'inaction apparente de notre artillerie leur rendirent quelque confiance et ils nous insultaient chaque jour par des hurlements sauvages et un chant barbare accompagné de quelques instruments d'un son non moins barbare. Leur intonation changeait lorsqu'ils se préparaient à tirer et devenait pour nos soldats un avertissement salutaire. Ils parurent ne point se douter du but de nos travaux pendant quelques jours. Mais enfin, hier, 3 juillet, ils vinrent jusque dans les batteries, où ils aperçurent notre artillerie; dès-lors ils ne cessèrent point de tirer sans nous faire beaucoup de mal jusqu'aujourd'hui, à trois heures du matin, et pendant la nuit ils essayèrent deux fois de venir détruire nos travaux. Leur acharnement était tel et leur position si rapprochée que nos artilleurs employaient contre eux la crosse de leurs mousquetons.

Enfin, le 4, à trois heures du matin, notre artillerie commença son feu contre le fort qui riposta faiblement avec le canon et nous envoya seulement une assez grande quantité de bombes dont la plus grande partie éclata en l'air, sans produire le moindre effet. A dix heures du matin, une explosion épouvantable dont la commotion faillit me renverser, quoique je me trouvasse à plus de deux milles mètres de la tranchée, se fit entendre dans la direction du fort, qui fut couvert d'un immense nuage de fumée. Dès-lors, la canonnade interrompue par l'explosion ne fit plus que languir et les coups paraissaient tous venir de nos lignes. Je me transportai sur les lieux pour m'informer de la cause et de l'effet de l'explosion, et vers quatre heures du soir je sus que le fort de l'Empereur, abandonné par les Turcs, avait sauté en l'air quelques moments après; heureusement nos troupes n'y étaient pas encore entrées. Cet accident ne nous a coûté qu'un mort et un blessé. Ce qui reste du fort est criblé de coups de canon. J'ai compté, tant sur les affûts que dans les débris, 42 canons et 4 mortiers, presque tous de bronze et de gros calibre; une pièce courte portait cette inscription : *Anno 1583.*

La ville n'a point été tirée sur nos troupes depuis dix heures et demie. Nos artilleurs se sont presque aussitôt avancés vers le fort de Bab al Azoun qui paraissait abandonné. Ce fort, armé du côté de la mer de deux batteries de quatorze pièces chacune et du côté de la terre d'une seule batterie, laissa approcher nos soldats, et personne ne parut sur ses murs jusqu'à ce que les grenadiers du 6^e régiment fussent arrivés au pied du rempart : alors une fusillade assez vive accompagnée de quelques boulets et obus partit des embrasures. Les grenadiers se replièrent aussitôt. J'ai compté avec une longue-vue 12 forts ou batteries depuis le fort Bab al Azoun jusqu'au cap Matifou. Nous avons reçu un parlementaire ainsi que l'amiral; on ignore encore dans l'armée leurs propositions. Il paraît qu'il y a suspension d'armes, car on n'entend plus tirer un seul coup de canon. Nous avons perdu dans l'attaque du fort de l'Empereur, de trois à dix heures, trente-cinq blessés et neuf morts, dont un officier d'artillerie. Au 1^{er} juillet, l'armée avait eu à peu près 2200 blessés et 300 fiévreux, en tout 2500 hommes hors de combat. Je ne connais pas le nombre des morts.

L'Aviso de Toulon publie une lettre écrite par un officier de marine, devant Alger. Elle contient une espèce de journal des opérations de l'escadre. En voici la teneur :

« Les Algériens tirent, le 30, sur nos travailleurs occupés à dresser les batteries de brèche que nous établissons devant le fort l'Empereur. L'ennemi lance des bombes des forts de Vingt-Quatre-Heures et de Bab-Azoun, qui se trouvent l'un à l'est, l'autre à l'ouest de la ville. Les Turcs qui sont dans le fort sont étonnés que nos soldats ne tirent pas; ils font une sortie qui est vigoureusement repoussée.

« Nous sommes au 2. Nous quittons Torr-Chica. Le 2, l'armée navale est à peu près ralliée sur une seule ligne. La Provence est en tête; nous passons devant la pointe Pescada, et nos bâtiments longent la côte à très petite distance, en dirigeant leurs feux sur toutes les batteries qui bordent la côte. Le feu engagé par nos bâtiments, produit une fumée tellement épaisse que nous n'apercevons ni les remparts, ni la ville que nous devons atteindre cependant, en tirant un peu haut.

« Les bombes lancent des bombes; 18,000 coups de canon peut-être ont déjà été tirés par nous et l'ennemi.

« Les corvettes, bricks et autres bâtiments légers ont reçu ordre de se tenir au large de la ligne pour répéter les signaux. A 5 heures et demie, le feu a cessé d'après l'ordre de l'amiral qui fait arborer le signal de satisfaction; nous voyons passer le bateau à vapeur le *Sphinx* qui parcourt la ligne avec ce signal en tête du grand mat.

« Nous sommes au 4. Il est 4 heures du matin; nous voulons recommencer l'attaque, mais le vent ayant mollifié, nous ne pouvons nous exposer à rester sous les batteries.

« L'artillerie française dont nous entendons la canonnade, tire sur le fort de l'Empereur, sur la Cassaba et d'autres forts. Il est 9 heures, et nous nous apercevons que le feu du fort de l'Empereur a considérablement mollifié; cependant nous nous disposons à recommencer l'attaque; le signal en est fait. 10 heures. Un canot sort du port avec pavillon parlementaire, accoste le vaisseau amiral à deux heures, débordé à 3, et se dirige vers le bateau à vapeur le *Sphinx* qui reçoit l'ordre probablement de le conduire près d'Alger, hors de la portée des canons.

« J'apprends, par un officier du *Sphinx*, que c'est Sidi-Algi, amiral de la flotte algérienne, qui est monté avec sa suite à bord de ce bateau à vapeur. On a vu ce parlementaire montrer une lettre de l'amiral Duperré, adressée au général Bourmont. Sidi-Algi paraît inquiet sur la réponse qu'il en obtiendra.

Le 5, à trois heures du matin, Sidi-Algi retourne à bord du *Sphinx*, qui le conduit vers le vaisseau amiral. A six heures, il est conduit par le même bateau près de la ville hors de portée du canon. Sidi-Algi était fort triste; il devait en effet signifier au dey, de la part de l'amiral, que nous n'écouterions aucune proposition, et que si le pavillon français ne flottait pas vers les deux heures sur le palais du dey et tous les forts, l'armée française réduirait la ville en cendre.

« Une explosion terrible se fait entendre, il est dix heures. C'est une partie du fort de l'Empereur qui saute en l'air. Les Français avaient travaillé à le miner. L'ennemi quitte le fort, et le pavillon français flotte sur une petite tour qui est restée debout.

« Il est une heure et demie : des cris de vive le roi se font entendre sur tous nos bâtiments, une salve générale d'artillerie succède à ces cris. Au milieu d'une fumée épaisse j'aperçois encore le bateau à vapeur le *Sphinx*, qui se trouve près de la ville amenant son pavillon de parlementaire. Il est abordé par un canot.... J'apprends à l'instant qu'il est armé par les matelots naufragés des bricks le *Sylène* et l'*Aventure*. Un officier du *Sphinx* m'annonce que ce canot a apporté à bord des dépêches très-pressées pour l'amiral Duperré, elles lui sont transmises. Dès ce moment on apprend que le dey d'Alger s'est rendu à discrétion, que les captifs de toutes les nations sont rendus à la liberté.

« Le bateau à vapeur le *Sphinx* s'est approché de la ville vers les sept heures.... Il en avait reçu l'ordre probablement, car une demi-heure après, un officier d'ordonnance et le capitaine Bruat se rendent à bord de ce bâtiment avec 118 marins français et grecs.

« Le dey a cessé de régner, et on ne lui a accordé que deux heures pour quitter son palais. Nos soldats sont entrés dans Alger l'arme au bras le 6 à 9 heures du matin. Une partie de l'escadre est mouillée sur la rade d'Alger.

« Le gouvernement d'Alger est aboli, on y a établi le libre exercice des cultes, les femmes seront respectées et les propriétés particulières garanties.

« 15 à 1600 pièces d'artillerie en bronze, 14 bâtiments de guerre, parmi lesquels une frégate sur les chantiers, les arsenaux de la guerre et de la marine avec tous leurs approvisionnements, 55 millions de francs, trouvés, dit-on, dans le palais du dey, sont les trophées de cette journée.

« Aujourd'hui 6, j'ai pu voir à bord du vaisseau amiral nos infortunés compatriotes, MM. Bruat et d'Assigny.

« Les marins prisonniers qui sont destinés à être transportés en France, ont été embarqués à bord de trois bombardes, et de la corvette la *Perle* »

Dans une dépêche du général Bourmont au prince de Polignac, en date du 10 juillet, il est dit que le dey ayant préféré se rendre à Naples, il a été embarqué avec sa famille et ses partisans. On annonce par une lettre du 12, qu'on est en sûreté dans les environs d'Alger. Les Arabes portaient régulièrement leurs provisions au marché. Nous apprenons par une lettre de Toulon, que près de 100 millions en argent et bijoux ont été trouvés par les Français dans la Cassaba. On se flattait d'en découvrir davantage.

D'après le Journal du Commerce du 25, le gouvernement français aurait offert partie de cet argent à la Porte, en réduction de sa dette envers la Russie, à condition qu'elle donnerait son consentement à ce que la France retint en souveraineté Alger et Tunis. En cas de refus, Alger sera possédée par droit de conquête.

Dépêche Extraordinaire. — Toulon, 23 juillet 1830.

Le préfet maritime à Son Excellence le ministre de la marine et des colonies :

Le *Marengo* parti d'Alger le 15 vient d'entrer avec 15 millions de francs, dont 13 proviennent du trésor de la régence, et les deux autres de la caisse de l'armée. Ces 13 millions se composent de lingots en or et en argent, et d'argent monnayé.

Le dey d'Alger et sa suite passagers à bord de la *Jeanne-d'Arc*, avaient mouillé le 16 dans la rade de Mahon. J'en ai eu la nouvelle par le brick de guerre hollandais *Echo*.

Nous apprenons par des rapports arrivés de Marseille, que des mécontentements ont existé dans l'armée, et que dix mille hommes étaient sur le point d'être embarqués pour France. Les malfaiteurs du bagne de Toulon ont inutilement essayé de s'évader. A Marseille on est dans l'enthousiasme. L'hymne marseillais est chanté dans les rues; et elles retentissent de cris, à bas les Bourbons ! Vive la liberté ! A Lille, à Nîmes, à Avignon et d'autres lieux, la garde nationale a pris les armes pour soutenir les droits du peuple.

M de Bourmont était attendu à Paris dans les premiers jours d'août. (Sun.)

POÉSIE.

LE CONVOI D'UN ENFANT.

Un jour que j'étais en voyage
Près de ce clos qu'un mur défend,
Je vis deux hommes du village
Qui portaient un cercueil d'enfant.

Une femme marchait derrière,
Qui pleurait, et disait tout bas
Une lente et triste prière,
Celle qu'on dit lors d'un trépas.

Point de parents, point de famille !
Je ne vis, le long du chemin,
Qu'une pauvre petite fille
Cachant des larmes sous sa main.

Elle suivait la longue allée
Qui conduit au champ du repos,
Et paraissait bien désolée,
Et dévorait bien des sanglots !....

Ainsi marchant, quand ils passèrent
Au pied de ce grand peuplier,
Ceux qui travaillaient s'arrêtèrent,
Et je les vis s'agenouiller,

Prier le ciel pour la jeune âme,
Faire le signe de la croix,
Et, quand passa la pauvre femme,
Se détourner tous à la fois !....

Cependant, inclinant la tête,
Au cimetière on arriva.
Une fosse ouverte était prête ;
Alors un homme dit : « C'est là ! »

Et, la fosse n'étant plus vide,
On y poussa la terre... et puis
Je ne vis plus qu'un tertre humide,
Avec une branche de buis.

Et comme la petite fille,
S'en allant, passa près de moi,
Je l'arrêtai par sa mantille :
« Tu pleures, mon enfant, pourquoi ?... »

— « Monsieur, c'est que Julien, dit-elle,
Mon petit camarade, est mort !... »
Et, voilant sa noire prunelle,
La pauvre fille pleura plus fort.

DOVALLE.

MÉLANGES.

SAINT-PÉTERSBOURG.

L'ERMITAGE.

Je visitai l'*Ermitage*, l'un des nombreux palais qui bordent la Néva, et je suis encore à savoir pourquoi la résidence de Sa Majesté a été ainsi appelée. Au surplus, l'*Ermitage* n'a aucun point de ressemblance avec ce genre de demeures dont il a pris le nom. On m'avait beaucoup parlé des tableaux; mais, je l'avoue, je ne m'attendais pas au magnifique spectacle qu'offre ce palais. J'ai vu bien des collections, et nulle ne peut être comparée à celle-ci pour le nombre de tableaux dont elle se compose. Ils sont, il est vrai, mieux choisis au Louvre; car à l'*Ermitage* on en trouve beaucoup qui paraissent peu remarquables, et qui, probablement, seront mis de côté lorsqu'on pourra les remplacer par de meilleurs ouvrages. L'école hollandaise y domine, et je ne vis jamais réunis dans un seul endroit tant de tableaux de Paul Potter, Téniers, Wouwermans et Van-Dyck. L'école française s'y distingue par quelques productions de Claude, et un grand nombre de celles de Verel; mais ces dernières ne sont pas les chefs-d'œuvre de leur auteur, et la plupart datent évidemment de sa jeunesse. J'y ai aperçu une douzaine d'animaux peints dans la perfection par Schneider. Les tableaux sont distribués dans une série de pièces et de galeries. On me montra ensuite une salle magnifique et spacieuse où s'assemblent les chevaliers de Saint-Georges, et d'où je passai dans une longue et étroite galerie, consacrée exclusivement aux ouvrages de M. Daw, célèbre artiste anglais. Ce gentleman a été chargé par le gouvernement d'exécuter, moitié de grandeur naturelle, les portraits de tous les généraux russes qui ont servi pendant la guerre contre la France. Cette tâche herculéenne est aujourd'hui presque accomplie, et 350 tableaux sont disposés le long des murs de la galerie qui porte le nom de l'artiste et qui, pour les proportions et les ornements, est une miniature complète du Louvre. Quelques intervalles y ont été laissés pour recevoir les portraits en pied de plusieurs généraux de distinction, au nombre desquels sera celui du duc de Wellington. La ressemblance de ces portraits est parfaite, et si, dans quelques-uns, l'exécution n'y répond pas tout-à-fait, la promptitude que le peintre mit dans son travail suffit seule pour l'excuser. J'en remarquai deux qui ressemblaient fort à Bonaparte et au duc d'York. Cette entreprise extraordinaire a déjà assuré une grande fortune à M. Daw; 1000 roubles lui sont alloués pour chaque original, et j'apprends qu'on lui a demandé de nombreuses copies qu'il porte chacune au taux de 2,000 roubles.

Je visitai également ce qu'on doit appeler, depuis l'importation récente de mots français, l'*atelier* de cet infatigable artiste; et, en y entrant, mes yeux furent particulièrement frappés de deux portraits, grandeur naturelle, de Wellington et de Kutusoff. Le premier est abrité par le chêne britannique, et le second se tient sous un sapin couvert de neige, emblème du pays pour lequel il a combattu si long-temps. Mais le chef-d'œuvre de M. Daw est un portrait de grandeur naturelle, de l'Impératrice, avec le costume qu'elle portait le jour de son couronnement. Ce tableau me parut admirable. La jeune et belle souveraine n'a d'autre ornement sur sa tête que le diadème impérial, qui est petit et tout couvert de perles et de diamants; ses cheveux bouclés flottent sur ses épaules. La ressemblance ne laisse rien à désirer. L'atelier de M. Daw est le lieu favori des récréations des jeunes membres de la famille impériale qui se trouvaient dans la galerie en même temps que moi. Les princesses sont jolies, mais comme tous les enfants russes elles sont faibles et délicates et je les compare aux plantes venues dans les serres chaudes. L'*Ermitage* ne renferme que peu de statues; mais il a, en revanche, une belle collection d'énormes vases de jaspe de Sibérie, et de porphyre. L'un d'eux est surtout précieux pour sa grandeur; sa largeur est de 5 pieds et il est composé presque entièrement de malachite, dont les divers morceaux sont si admirablement joints les uns aux autres qu'ils semblent former une masse solide. On y voit aussi un horloge musicale d'une dimension extraordinaire, et qui ressemble plus à une orgue d'église qu'à un ornement de palais. L'histoire de cette horloge est assez singulière : elle fut faite par spéculation, mais le prix ayant été fixé à 200,000 roubles (environ deux cent mille francs), il ne se présenta pas d'acheteur. On la mit alors en loterie et le gagnant fut une pauvre femme qui la vendit à l'empereur pour une somme considérable et une rente viagère. Comme il serait impossible de détailler toutes les merveilles de l'*Ermitage*, je passerai à la chambre où sont conservés quelques uns des objets précieux appartenant à l'empereur; et le coup d'œil en est si beau qu'il semble avoir été opéré par la lampe magique d'Aladin. Là se trouve le célèbre diamant le plus grand et le plus pur de tous ceux qui aient jamais été découverts, deux bijoux composés de pierres très-grosses et d'un admirable éclat, enfin une petite commode garnie de perles aussi volumineuses que des noix. Beaucoup de joyaux, je n'en doute nullement, ont été reçus à titre de

présens de la part des monarques orientaux ; une case seule est remplie de joaillerie chinoise. Il y a également plusieurs services d'argenterie de cette contrée, du travail le plus achevé. On garde dans cette chambre les soucoupes et les salières en or dans lesquelles une députation des habitants de St-Petersbourg offre un tribut de pain et de sel, à l'avènement au trône d'un empereur. Je remarquai, en outre, une vaste collection de tabatières d'une grande valeur, mais je ne pourrais dire si elles ont été envoyées en présent ou si l'on doit les distribuer comme tels. Entr'autres curiosités, on remarque une horloge renfermée dans un cadre en verre de 8 pieds carrés. Quantité de mouvemens sont ménagés dans cette mécanique étonnante. A de certains momens un paon, de gros-seur et grandeur naturelles, agit ses ailes et fait la roue, un hibou sonne les heures, etc. Le paon est abrité par les rameaux étendus d'un arbre, et un melon de grosseur naturelle ajoute à la bizarrerie de cette mécanique, qui est toute en argent doré. Une chambre renferme une collection considérable de camées, pierres gravées, etc. D'autres plus petites contiennent des gravures et dessins ; enfin on n'a rien omis de ce qui pouvait augmenter la valeur de ce véritable Musée impérial. Les chambres sont meublées d'un grand nombre de pendules en or moulu et d'ornemens français ; mais du reste elles ne sont pas richement décorées, etc....

LES PARIAS.

Croira-t-on qu'il existe dans le monde un pays où une partie de la population est née pour l'avisement, et vouée pour la vie au plus souverain mépris par le reste de ses compatriotes ? Telle est cependant la vérité : et ce pays est l'Inde, et cette race est celle des *Pariahs*. Comme tout est image dans la religion de Brahma, et comme les usages civils sont fondés sur des préceptes religieux, la distribution des Indiens en castes doit reproduire une allégorie. Ainsi la croyance qui fait sortir les Pariahs et en général toute la caste des *Sudras* des pieds du dieu, indique assez une servilité et les emplois humiliaires auquel les attache une irrévocable destinée, le hasard de la naissance. Ces Sudras forment une caste très-nombreuse, qui se subdivise à l'infini, suivant la condition à laquelle chaque individu est appelé ; et, à quelques exceptions près, c'est toujours la profession de sa tribu. L'Inde seule conserve ce phénomène des mœurs antiques qui ne permet à personne d'abandonner la profession de son père.

Les Pariahs vivent hors des villes, se nourrissent de rats, de souris et d'insectes, et en général de tout ce qu'il y a de plus immonde. L'aversion qu'ils inspirent est telle, que tout individu, soit mahométan, soit hindou, se croirait souillé s'il communiquait avec eux. Le Pariah écorche les animaux morts, tanne leur peau, se nourrit de leur chair, nettoie les égouts et transporte les immondices ; il fait aussi le métier de cordonnier, de sellier, etc. etc.

Quelle affreuse existence que la sienne !!! L'entrée des temples lui est interdite, ainsi que celle des marchés publics ; il ne saurait, sans encourir les peines les plus sévères, paraître dans le quartier des Brahmes ; il doit fuir leur vue ; le vase qu'il a touché n'est plus bon qu'à être brisé s'il est de terre, et fondu s'il est de métal. Doit-on s'étonner après cela si, dans un tel état d'abrutissement et d'esclavage, le Pariah vit au milieu de tous les vices, si son aspect est repoussant, si l'Européen lui-même éprouve une sorte de répugnance à se faire servir par lui.

Dans l'île de Ceylan, comme dans tout le reste de l'Inde, les Pariahs habitent des huttes construites en feuilles de cocotier ; malheur à celui qui oserait couvrir sa chaumière de tuiles ! il serait de suite lapidé par le reste de la population. Les femmes de cette caste n'oseraient pas non plus se couvrir le sein devant des étrangers ; le moindre linge dont elles s'envelopperaient leur serait sinon arraché (car on aurait honte de toucher ce qu'elles portent), mais leur attirerait la vengeance publique. Voilà ce qui existe dans une contrée civilisée, où les puissances européennes gouvernent depuis si long-temps ; rien cependant ne peut changer cet état de choses, et l'essayer serait mettre en danger la tranquillité même du pays. Le Pariah, malheureusement pour l'humanité, sera toujours Pariah ; c'est là le résultat de la force sociale dans cette partie du monde.

Le comte de Noé, pair de France.

Mariés, Mercredi 1^{er} Septembre 1830, par le très-révérend M. Power, M. GEORGE RENE ADOLPHE CHAULET, de Paris, à Mademoiselle VINCENTINE ROSE AMÉLINE, fille de M. Charles BÉRAULT, ancien habitant de Saint-Domingue ; et le même jour, M. JOSEPH ULRIK FÉLIX D'HERVILLY, de Paris, à Mademoiselle MARIE-LOUISE JOSÉPHINE LAURE, fille cadette de M. Charles BÉRAULT.

ANNONCES.

Avis important aux amateurs de la Danse de société et de la Walse, et principalement à ceux qui tiennent à profiter d'une bonne méthode d'enseignement :

ÉCOLE DE DANSE ET DE WALSE.

M. et M^{me} ACHILLE ont l'honneur de faire savoir que leur Ecole de Danse rouvrira (pour les leçons au quartier) le 2 octobre prochain, mais que dès le mois de septembre, ils pourront donner chez eux ou en ville, des leçons particulières. S'adresser, pour le prix et conditions, à leur demeure, Walker street, No. 84.

HOTEL DU COMMERCE.

No 76 Broad-st. New-York.

MM. WEYER et BROSSARD ont l'honneur d'informer le public que cet Hôtel, un des plus vastes de cette ville, tenu depuis longtemps par M. Collet, vient d'être entièrement restauré par leurs soins.

Messieurs les voyageurs et toutes les personnes qui voudront bien l'honneur de leur présence, y trouveront toujours des appartements élégants, de la plus grande propreté et disposés pour recevoir des familles entières ; une table délicieuse, abondante et variée ; des vins de premier choix ; un Café à la Française, où se trouveront les journaux des principales places d'Europe et d'Amérique ; des Bains, bien tenus ; enfin, tous les soins et renseignements d'agrément et d'utilité.

Les propriétaires entreprennent, à toute heure, des repas de commande.

La table d'hôte est servie à 3 heures.

On demande, une dame française de bonne éducation et bien recommandée pour occuper une place de confiance dans une famille. Et une Française avantagusement connue, pour servir en qualité de femme de chambre. S'adresser au bureau de ce Journal.

COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE ET DE DÉPÔTS, A NEW-YORK.

(New-York Life Insurance and Trust company, 38 Wall-st.)

Les commissaires de la compagnie d'Assurance sur la Vie, et de dépôts, de New-York, préviennent le public qu'elle est prête à commencer ses opérations, en conformité des dispositions énoncées dans sa charte.

1^{re} Elle assurera la vie, et fera vente et achat d'annuités.
2^{re} Elle recevra l'argent en dépôt, en payera l'intérêt, et le cumulera au capital.

3^{re} Elle régira les biens confiés à ses soins.

Sous le premier rapport, elle a en vue de faciliter ceux qui s'inquiètent des moyens de s'assurer un bien-être dans un âge avancé, ou qui s'intéressent à celui d'une femme, d'un enfant, ou d'un ami, et qui ne possèdent pas le capital nécessaire pour atteindre l'objet de leurs desirs ; elle les met à même de le réaliser sans qu'ils soient exposés à éprouver des inconvénients, ou des privations immédiates.

Le second comprendra la réception de fonds en dépôt, dont le produit sera réparti suivant les vœux diverses ou les besoins de ceux qui auront déposé ; le capital sera remis à l'expiration du terme convenu, à la personne qui en aura fait le versement, à ses représentants légaux, ou à la personne désignée dans l'acte de dépôt.

La compagnie recevra l'argent en dépôt, et en donnera des récépissés aux conditions suivantes :

On ne recevra aucune somme au dessous de cent dollars, et la compagnie ne payera aucun mandat au-dessous de cette somme, à moins qu'il ne soit tiré pour solde de compte.

Tous les fonds placés en dépôt pour un terme moindre d'un an, seront déposés pour plusieurs mois, et dans tous les cas pour deux mois au moins à compter du jour du dépôt.

On payera un intérêt de trois pour cent l'an, sur toutes les sommes versées en dépôt pour un terme qui n'excèdera pas quatre mois. Si le dépôt est fait pour plus de quatre mois, mais pour moins d'une année, l'intérêt sera alloué à raison de quatre pour cent l'an ; et si le dépôt doit excéder le terme d'une année, on conviendra spécialement du taux de l'intérêt.

Dans les cas où tous les fonds mis en dépôt n'auront pas été retirés à l'expiration du terme fixé, ils seront laissés en mains de la compagnie pour un autre terme qui ne sera pas moindre de trente jours, et l'intérêt sera reconnu, comme si le dépôt avait été fait originairement, pour cette période additionnelle.

Lorsqu'un dépôt aura été effectué pour plus d'un an, on pourra s'entendre pour que le paiement de l'intérêt ait lieu avant l'échéance de remboursement du capital, soit annuellement, par semestre, ou tous les trois mois. Si le dépôt est fait pour moins d'un an, aucun intérêt ne sera payé avant l'époque déterminée pour le remboursement du capital.

La troisième branche d'opérations s'étend à l'exercice des curatelles en vertu de dernières dispositions testamentaires, et pour l'avantage des mineurs ; à prendre charge des propriétés et des effets des débiteurs insolubles, des corporations dissoutes, ou dont l'action est suspendue, à la gestion des biens des lunatiques, et à agir à titre d'assignation dans l'intérêt de créanciers.

Pour de plus amples renseignements sur la nature des opérations de la compagnie, et la manière dont elles seront traitées, les commissaires se réfèrent au prospectus publié ce jour, dont copie sera remise, ou envoyée au domicile de toute personne qui en fera la demande au président. Toutes les lettres d'affaires adressées au Président devront être affranchies.

Heures de Bureau, de dix heures du matin, à trois de l'après-midi.

WM. BARD, Président.

J. B. LAFOY, No. 27 Ann-street.

De retour à New-York, où il est connu depuis vingt ans pour faire les Perruques et Toupets à la perfection.

Entraîné par le désir de plaire, ou de prouver aux personnes de goût, qu'il fait nombre des talens distingués qui existent à New-York, dans l'art d'ajouter quelque chose à la beauté et d'embellir, ou cacher la dégrémentation, par une merveilleuse illusion trompeuse à l'œil le plus clairvoyant, prévient le public, (se croyant sur de la satisfaction) que tout positif en cheveux fabriqué par lui qui ne donnerait pas une complète satisfaction, sera remplacé par d'autre au goût de la personne, sans autres frais que le transport, et même il rendra l'argent, si on le désire, mais la perruque n'ayant servi.

On peut s'adresser à lui pour une perruque, en lui envoyant la mesure du tour de la tête, et celle depuis la naissance des cheveux du front jusqu'à la jointure de la première vertèbre à la nuque, passant sur l'occiput, et y joindre un échantillon des cheveux.

Pour un toupet il faut couper un papier de la grandeur de la nudité : étant habitué de contenter les personnes, on peut s'adresser à lui, si on désire de l'ouvrage bien fait ; si la personne désire du courant et bon marché, il n'en fait pas : le prix d'une perruque 15 piastres, d'un toupet 10.

44 6m

PENSION ET CAFÉ FRANÇAIS.

No. 67 Congress-street.....BOSTON.

LOUIS CHARRIER a l'honneur de prévenir le public, qu'il vient de prendre la maison récemment occupée par Mlle Vose, où les dames et messieurs qui désireraient s'arrêter quelque temps, à Boston, trouveront des appartemens bien garnis, et une table servie à la française, à des prix très modérés.

Sa maison est située près de la poste aux lettres et au centre des affaires ; les langues française, anglaise, espagnole et italienne sont parlées dans la maison.

La cave est fournie en Vins de toute espèce et des meilleures qualités ; on trouvera constamment, depuis 11 heures jusqu'à 4, du Café à la française et du Chocolat à l'espagnole. Potages, Côtelettes de mouton, Beefsteaks et autres articles seront servis à la minute. 10—6 m

Avis aux amateurs de Langues étrangères.

ÉCOLE FRANÇAISE.

Les enfans apprennent à parler, sans étude et sans difficulté la langue du pays qu'ils habitent, aussi facilement que leur langue maternelle. C'est pourquoi les pères et mères qui veulent que leurs enfans apprennent une langue étrangère peuvent, et doivent même se dispenser, s'ils désirent qu'ils fassent des progrès, de les envoyer aux écoles du pays, et ne leur donner que des maîtres de celles qu'ils veulent qu'ils apprennent. De cette manière ils apprendront à parler cette langue avec facilité.

M. Dupuis Delarue, professeur de langue française, pénétré de l'idée que l'étude de plusieurs langues en même temps, ne peut jeter que de la confusion dans l'esprit des enfans et les dégoûter de l'étude ; qu'il suffit de bien connaître les principes d'une langue pour pouvoir comprendre ceux de celles que l'on parle aisément, se propose, s'il y a lieu, d'ouvrir une école pour les enfans de 8 à 12 ans, dans laquelle toutes les parties de l'instruction seront enseignées en français.

Les personnes qui voudront bien l'honneur de leur confiance sont priées de s'adresser No. 7, Barclay-street, et d'y laisser leur adresse s'il n'y eût pas.

49 — 4fs

AUX AMATEURS DU BON GOUT.

A. C. SMETS et Cie., Broadway, No. 258, s'exerçant tous les jours à réunir chez eux toutes les Graces, tellement favorisées par les Dames, ont le plaisir d'annoncer qu'ils viennent de recevoir des envois de leurs agens en Europe, qui surpassent, par l'élégance et la grace des articles, tout ce que l'on a vu jusqu'à présent ; les Dames sont invitées de venir partager l'admiration que ces nouveautés inspirent. Les brillantes robes de bal sont d'un goût rare ; les dessins exquis des riches voiles de blonde et de dentelle sont surprenants. Les broderies, les boas, les bonnets, les écharpes, les pèlerines, les cravattes et les canezous sont les produits des plus célèbres fabrications. Enfin dans leur joli magasin se trouve tout ce qui peut plaire à ce goût délicat qu'offrent à nos yeux les toilettes charmantes des Dames de l'Amérique.

PAQUEBOTS DU HAVRE.

Lignes.	Navires.	Capitaines	Départ de N.-Y.
1	Charlemaigne.	Robns on.	1 ^{er} fév. 1 ^{er} juin, 1 ^{er} oct.
3	Havre.....	Keene....	10 » 10 » 10 »
2	Chs. Carrol.	Clark.....	20 » 20 » 20 »
1	Ed. Quesnell.	Hawkins..	1 ^{er} mars 1 ^{er} juil. 1 ^{er} nov.
3	Henri IV....	J. B. Pell.	10 » 10 » 10 »
2	France.....	E Funk...	20 » 20 » 20 »
1	Sully.....	Macy....	1 ^{er} avril 1 ^{er} août 1 ^{er} déc.
3	François Fr..	Skiddy...	10 » 10 » 10 »
2	Erie.....	J. Funk...	20 » 20 » 20 »
1	Formosa....	Orne.....	1 ^{er} mai 1 ^{er} sept. 1 ^{er} jan.
3	De Rham....	Depeyster	10 » 10 » 10 »
2	Ed. Bonnaffé.	Hathaway	20 » 20 » 20 »

Première ligne, consignataire au Havre, E. Quesnel l'aîné.

Deuxième ligne, Bonnaffé, Boisgérard et Cie. ; agens à New-York, Crassous et Boyd.

Troisième ligne, consignataires au Havre, La Rue & Palmer ; propriétaires à New-York, C. Bolton, Fox & Livingston ; courtiers, Crassous et Boyd.

Tous ces navires sont de première classe, et commandés par des capitaines expérimentés. Leurs emménagements sont élégans et aussi commodes qu'on le peut désirer. Le prix d'une traversée dans la chambre est fixé à \$140, pour lequel on fournira lits complets, vins et abondantes provisions.

AVIS.

Le docteur V. GUILLON, ayant définitivement fixé sa résidence à New-York, a l'honneur de prévenir le public, qu'on pourra le consulter tous les jours à son domicile No. 111 Broadway. L'expérience qu'il a acquise par un long séjour sur la côte du Mexique, et dans les Indes occidentales et l'étude particulière à laquelle il s'est livré des maladies ordinaires dans ces climats, le mettent à même de donner des conseils salutaires aux personnes qui auraient l'intention de les habiter.

Les français et les espagnols ignorant la langue anglaise, pourront consulter le Docteur Guillon dans leur propre langue. Il se réfère :

à New-York, aux docteurs	Alex. H. Stevens, J. W. Francis, J. J. Graves.	
à Philadelphie "	R. Laroche Thos. Harris Samuel Baker	Professeurs de l'université de Maryland.
à Baltimore "	R. W. Hall V. Potter, etc.	

Le docteur Guillon recevra volontiers dans son étude, deux élèves en médecine, ou un plus grand nombre, qui indépendamment des moyens qu'ils trouveront chez lui de se perfectionner dans leur profession, auront la faculté d'y acquérir sans frais la connaissance des langues française et espagnole.

41

AVIS.

M. JOSEPH COLLET vient d'ouvrir un magasin de VINS au No. 133 Greenwich street. On trouvera dans son établissement toutes espèces de Vins et Liqueurs, qu'il vendra au plus bas prix possible, et, pour donner une idée de ces prix, il fait savoir qu'il délivrera en ville, des Vins rouges, de bonne qualité, à \$1 25 la douzaine de bouteilles ; et à 50 cents par gallon, pris par damejeannes.

On trouvera également au même établissement, de l'huile fine, des prunes, figues, amandes, raisins, olives, capres, anchois, sucre, café, lentilles, fromage, et autres articles ; et outre les vins français, un assortiment complet de vins de Madère et de Porto, et le tout sera vendu aux prix les plus modérés.

BUREAU D'AGENCE, à NEW-YORK,

Broad-street, No. 8.

On s'y charge d'acheter et de vendre à commission, d'effectuer les assurances, d'opérer la rentrée de fonds et d'en faire la remise ; de faire les entrées de Douane, pour chargemens et déchargemens de marchandises, bagage, etc. ; de traduire toute espèce de documents et de servir d'interprète ; de procurer des professeurs de langues, d'arts et de sciences ; de fournir les renseignements nécessaires pour se faire naturaliser citoyen des Etats-Unis ; et enfin d'exécuter tout ce qui pourra être utile aux personnes qui auront recours, ou qui enverront leurs ordres à M. EUGENE BERGONZIO, directeur de cet établissement, qui donnera les garanties nécessaires de son exactitude et loyauté.

Il y a dans le même Bureau, constamment à vendre, différentes qualités des Cigares de la Havane, en lots ou en boîtes de 250.

Une famille qui doit quitter cette ville désire vendre tous les meubles de la maison qu'elle occupe, y compris linge, argenterie, etc. Les meubles sont presque neufs, et dans le dernier goût.

Les personnes qui veulent entrer en marché, peuvent avoir la maison où ils sont placés en bail, si cela peut être de leur convenance. Cette maison ayant trois étages, écurie et remise est située dans un des quartiers les plus agréables de la ville, et convenable à une nombreuse famille.

Les personnes qui désirent des informations plus détaillées, peuvent s'adresser à l'office d'EUGENE BERGONZIO, No. 8 Broad-street.

FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.

WM. HAGAR et Cie. ont transporté leur fonderie du No. 20 aux Nos. 29 et 31 Gold-street. Ils ont un assortiment complet de caractères qu'ils offrent aux prix suivans.

Six lignes au-dessus de Pica, au même prix que partout ailleurs.	
Pica.....	36 cents.
Long-Primer.....	40
Bourgeois.....	46
Nonpareil.....	90
Diamond.....	\$2.
Small Pica.....	38 cents.
Brevier.....	56
Minion.....	70
Pearl.....	\$1 40

A six mois de crédit, ou à 7 1/2 pour cent d'escompte. Ils prennent de vieux caractères en paiement, à raison de 9 cents la livre.

WM. Hagar et Cie. appellent l'attention des Imprimeurs à leur nouveau métal qu'ils garantissent supérieur à tout autre employé dans ce pays, et qui est de 10 à 12 p. c. plus léger que l'ancien. Ils ont de nouveaux moules depuis le Pica jusqu'au Diamond, et sont agens de M. Samuel Rust, inventeur de la presse dite Washington Press, qu'ils vendront à un prix modéré.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le Courrier des États-Unis paraîtra tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agens, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit : à New-York, au bureau du Courrier des États-Unis, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du Courrier des États-Unis ou à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.

\$15, sans le Journal.

\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression ; pour la première fois et 50 cents pour chacune des fois suivantes.